

Les subsides

M. Axworthy: Je me contente de lire un passage de l'article. Si on veut que je transforme le texte, j'ajouterai que, en dépit du document écrit passablement long du vice-premier ministre:

... les initiatives du gouvernement fédéral—à l'instant critique—donnent à entendre que l'Ouest a été sinon relégué aux oubliettes, du moins, négligé...

Tel est l'avis des rédacteurs du *Calgary Herald*. Il est intéressant de noter qu'un quotidien dont la rédaction a déjà défendu farouchement le parti conservateur accuse à présent le principal ministre albertain de duperie et d'avoir cherché, par ses déclarations, à induire le grand public en erreur.

L'ennui, c'est que les gens de l'Ouest n'ont que faire de ces propos boursoufflés destinés à séduire l'auditoire. Ils ne veulent pas que le premier ministre fasse des promesses qu'il ne saura tenir. Ils veulent que l'on prenne des mesures. Ils se rendent parfaitement compte que, à moins d'une intervention directe et immédiate, le secteur pétrolier et gazier sera en proie à de graves difficultés.

Je voudrais, monsieur le Président, que vous examiniez le rapport présenté aujourd'hui par l'Office national de l'énergie selon lequel les réserves courantes dans les champs de pétrole brut du Canada risquent de s'épuiser d'ici sept à dix ans. Pourtant, tous les programmes prévus dans le cadre de l'Accord de l'Ouest ont été annulés. Tous les encouragements prévus pour la prospection des terres domaniales et la valorisation de l'huile lourde ont été supprimés.

Que fait la Lloydminster? Que fait la Syncrude? Où en est-on pour la prospection des terres domaniales? Tous les travaux sont paralysés dans la mer de Beaufort et il ne se passe rien à Hibernia. On a cessé d'accorder de l'aide. Pourtant, j'apprends dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui que, d'après le document ministériel ayant fait l'objet de fuites, le gouvernement est disposé à garantir un prêt de 200 millions de dollars à la General Motors du Canada, la société la plus riche du monde. Par ailleurs, le gouvernement n'est pas disposé à prêter des fonds aux Canadiens de l'Ouest pour qu'ils puissent mettre en valeur le projet Syncrude.

Quelle est la différence? Pourquoi la General Motors peut-elle obtenir des garanties de prêts, alors que cela semble impossible dans le cas de l'industrie pétrolière et gazière? Ces événements surviennent au moment même où, selon un rapport, nos réserves de pétrole brut et de gaz naturel sont insuffisantes. Nous devrions nous rendre compte du fait que, dans quelques années, les nations de l'Arabie vont se rappeler que des pays comme le Canada se sont coupé l'herbe sous le pied; elles vont alors commencer à augmenter les prix et nous allons être sans défense.

Comment pouvons-nous tolérer une diminution de 4,5 milliards de dollars des investissements pour cette seule année? C'est plutôt étonnant parce que, à l'article 9 de la première partie de l'Accord de l'Ouest signé par le gouvernement et les provinces productrices, il est dit clairement que, dans le cas de fortes modifications du prix du pétrole, les gouvernements auront d'autres consultations et prendront des mesures additionnelles. Selon toute apparence, le gouvernement s'y attendait puisqu'il a inclus cette disposition dans l'Accord, mais il n'est pas disposé à agir quand le moment est venu de passer à l'action.

Le gouvernement manque tellement d'initiative que le nombre de chômeurs et d'assistés sociaux augmente à un rythme

effarant et que personne ne veut investir dans l'industrie de l'ouest du Canada. Le ministre de l'Énergie a déclaré que, à l'avenir, il ne s'en mêlera pas.

C'est un modèle à suivre, auquel j'applaudis en partie. Le gouvernement s'est rendu compte qu'un grave problème économique existait dans la ville de Montréal et il a donc constitué un comité d'élite où siègent beaucoup de ministres. Ils ont proposé un plan économique qui consiste à concentrer l'aérospatiale, la technologie de pointe et la pétrochimie à Montréal. Il n'y a rien à redire à ce qu'un gouvernement coopère avec le secteur privé pour élaborer un plan économique qui concentre les ressources. Cependant, pourquoi cela se passe-t-il dans une seule région? Pourquoi le gouvernement avantage-t-il un secteur alors que la région ouest du Canada connaît les mêmes problèmes? Elle n'a pas bénéficié des mêmes efforts ni du même engagement.

Quelle est la différence? L'Ouest connaît un profond marasme. Les industries sont acculées à la faillite. Et pourtant nous ne profitons pas des mêmes avantages que Montréal. C'est une question que les habitants de l'Ouest commencent à se poser de plus en plus.

Nous savons qu'il existe des possibilités de développement, des mesures pourraient être prises. Ces deux ou trois derniers jours, les producteurs de charbon du Pas du Nid-de-Corbeau ont proposé à Ottawa d'expédier vers l'Ontario du charbon propre de l'Ouest. C'est une bonne idée. Les députés des deux côtés de la Chambre appuieraient un projet économique d'envergure nationale. Puisque le gouvernement négocie avec les États-Unis une entente de libre échange qui se fonde sur le principe de l'égalité de traitement, en vertu duquel aucun programme officiel, notamment en matière de tarifs de transport des marchandises, ne peut accorder à l'industrie canadienne un avantage qui n'est pas consenti à l'industrie américaine, les chances que ce projet d'expédition du charbon se réalise sont pratiquement nulles. D'une part, le gouvernement négocie avec les États-Unis pour favoriser le développement économique et, d'autre part, il fait obstacle à un investissement de 4 milliards de dollars qui créerait 13 000 emplois et offrirait d'intéressantes perspectives à un secteur énergétique important de l'Alberta, parce que le premier ministre et ses conseillers techniques ont déclaré que nous devons respecter le principe de l'égalité de traitement. Je suis convaincu que les Américains ne lacheront pas prise, car ils ne laisseront pas le gouvernement canadien adopter un programme qui aurait pour effet de supprimer leurs exportations.

• (1650)

Il est nécessaire d'élaborer un schéma de développement pour l'industrie des hydrocarbures et de nouvelles dispositions en matière de partage des revenus. La stabilité des prix est indispensable à cette industrie. Une industrie constamment ballottée de toutes parts ne peut avoir de perspectives de développement. Le gouvernement a refusé d'agir dans ce domaine. Il ne prend aucune initiative pour trouver des solutions de concert avec les provinces productrices de pétrole. L'Accord de l'Ouest suffit, selon lui. Cet accord n'est plus à jour, il est désuet. Il fait même partie du problème. Il n'est pas surprenant que les gens de l'Ouest nous demandent ce que nous allons en faire. Faut-il s'étonner de ce que 25 000 sans-travail dans le